

DEUTSCH-FRANZÖSISCH-
SCHWEIZERISCHE
OBERRHEINKONFERENZ



CONFERENCE
FRANCO-GERMANO-SUISSE
DU RHIN SUPERIEUR

ACCORD CADRE
relatif à l'apprentissage transfrontalier dans le
Rhin supérieur

RAHMENVEREINBARUNG
über die grenzüberschreitende
Berufsausbildung am Oberrhein

Entre

- l'Etat français,
- l'Académie de Strasbourg,
- la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
- la Région Alsace
- la Chambre de Métiers d'Alsace
- la Chambre de Commerce et d'Industrie de région Alsace
- la Chambre d'agriculture de région Alsace
- Pôle Emploi Alsace

et

- le Land de Bade-Wurtemberg
- le Land de Rhénanie-Palatinat
- la Chambre de Métiers de Fribourg
- la Chambre de Métiers de Karlsruhe
- la Chambre de Métiers de Constance
- la Chambre de Métiers du Palatinat
- la Chambre de Commerce et d'Industrie Hochrhein-Bodensee
- la Chambre de Commerce et d'Industrie de Karlsruhe
- la Chambre de Commerce et d'Industrie du Palatinat
- la Chambre de Commerce et d'Industrie du Sud du Rhin Supérieur
- la Chambre d'agriculture de Rhénanie-Palatinat
- la direction régionale de l'agence pour l'emploi de Bade-Wurtemberg et ses agences locales de Fribourg, Lörrach, Offenburg, Karlsruhe-Rastatt
- la direction régionale de l'agence pour l'emploi de Rhénanie-Palatinat et de Sarre et des agences pour l'emploi de Landau et Kaiserslautern-Pirmasens.

(ci-après dénommés partenaires)

PREAMBULE

Les partenaires de cet accord se fixent pour objectif de promouvoir la mobilité transfrontalière des apprentis et d'en assurer pour cela le cadre.

Cet objectif s'inscrit dans la Stratégie Europe 2020 et est en accord avec les objectifs politiques des acteurs transfrontaliers du Rhin supérieur de mise en place d'un apprentissage professionnel transfrontalier pour tous les diplômes d'apprentissage.

Zwischen

- dem französischen Staat
- der Académie de Strasbourg
- der Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
- der Region Elsass
- der Handwerkskammer Elsass
- der Industrie- und Handelskammer der région Elsass
- der Regionalen Landwirtschaftskammer Elsass
- der Agentur für Arbeit Elsass (Pôle Emploi)

und

- dem Land Baden-Württemberg
- dem Land Rheinland-Pfalz
- der Handwerkskammer Freiburg
- der Handwerkskammer Karlsruhe
- der Handwerkskammer Konstanz
- der Handwerkskammer der Pfalz
- der Industrie- und Handelskammer Hochrhein-Bodensee
- der Industrie- und Handelskammer Karlsruhe
- der Industrie- und Handelskammer für die Pfalz
- der Industrie- und Handelskammer Südlicher Oberrhein
- der Landwirtschaftskammer Rheinland-Pfalz
- der Regionaldirektion Baden-Württemberg der Bundesagentur für Arbeit und ihren lokalen Agenturen Freiburg, Lörrach, Offenburg, Karlsruhe-Rastatt
- der Regionaldirektion Rheinland-Pfalz – Saarland der Bundesagentur für Arbeit und den Agenturen für Arbeit Landau und Kaiserslautern-Pirmasens.

(im folgenden: Partner)

PRÄAMBEL

Die Partner dieser Vereinbarung möchten die grenzüberschreitende Mobilität der Auszubildenden fördern und dafür einen abgesicherten Rahmen gewährleisten.

Dieses Ziel steht im Kontext mit der Europäischen Strategie 2020 und in Zusammenhang mit den politischen Zielsetzungen aller grenzüberschreitenden Akteure am Oberrhein, eine grenzüberschreitende Berufsausbildung für alle Ausbildungsberufe zu etablieren.

La stratégie de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur du 9.12.2010 met la priorité sur les champs de la transparence du marché du travail, la suppression des entraves à la mobilité et la promotion à la mobilité en matière de formation et d'emploi.

En se basant sur les décisions du Congrès Tripartite du 2.12.2010, la Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur s'est fixée comme mission principale le développement d'un marché du travail transfrontalier. Pour cela, elle s'appuie sur le travail du groupe de travail politique économique et du groupe d'experts formation professionnelle, qui dispose de longues années d'expérience dans le développement de la mobilité transfrontalière.

La Région Alsace a choisi de faire de la dimension transfrontalière un espace majeur de développement des formations. Pour rendre possible le déploiement de l'apprentissage transfrontalier, la Région Alsace a pris une décision volontariste dans le cadre de son plan régional de soutien à l'activité et à l'emploi voté en séance plénière du conseil régional le 28 juin 2013. L'entreprise établie en Allemagne n'étant pas assujettie au versement de la taxe d'apprentissage, la Région Alsace contribue à financer le coût de formation qui aurait dû être couvert par la taxe d'apprentissage.

Au niveau local ces efforts seront largement assurés à travers différents projets et initiatives portés par les Euro-districts de Strasbourg-Ortenau, de Fribourg, Centre et Sud Alsace et REGIO PAMINA et l'Euro-district trinational de Bâle.

Même si plusieurs projets sont en cours sur ce thème, listés dans la brochure « De la formation transfrontalière à l'emploi dans le Rhin supérieur » téléchargeable sur le site de la Conférence du Rhin supérieur*, il n'existe actuellement aucun cadre général pour une formation professionnelle transfrontalière. Pourtant les institutions sont sollicitées par les jeunes, leurs parents et par des employeurs pour mener une partie de leur apprentissage en Allemagne ou en France.

Les partenaires envisagent donc de définir le cadre et les conditions permettant une formation en alternance dans le périmètre de cet accord.

L'objectif pour les jeunes est de pouvoir suivre la formation théorique en France et la formation pratique en Allemagne ou, inversement, suivre la formation théorique en Allemagne et la formation pratique en France.

*www.conference-rhin-sup.org

Die am 9.12.2010 beschlossene Strategie der Trinationalen Metropolregion Oberrhein (TMO) misst den Feldern Transparenz des Arbeitsmarktes, Abbau von Mobilitätshemmnissen und Förderung der Mobilität in Ausbildung und Beschäftigung höchste Priorität bei.

Die deutsch-französisch-schweizerische Oberrheinkonferenz hat auf der Grundlage der Beschlüsse des Dreiländerkongresses vom 2.12.2010 die Entwicklung eines grenzüberschreitenden Arbeitsmarktes zu einer zentralen Aufgabe gemacht. Sie stützt sich dabei auf die Arbeit der Arbeitsgruppe Wirtschaftspolitik und des Expertenausschusses Berufsbildung, die über eine langjährige Erfahrung in der Entwicklung grenzüberschreitender Mobilität verfügen.

Die Region Elsass hat beschlossen, den Oberrhein zu einem besonderen Raum für die Entwicklung von Berufsausbildungen zu machen. Um die Umsetzung der grenzüberschreitenden Berufsausbildung zu ermöglichen, hat die Region Elsass im Rahmen ihres Regionalplans für Arbeit und Beschäftigung, der während der Plenarsitzung der Region Elsass am 28. Juni 2013 angenommen wurde, eine gezielte Entscheidung getroffen. Für die in Deutschland ansässigen Unternehmen, welche der Ausbildungssteuer nicht unterliegen, übernimmt die Region Elsass die Finanzierung der Ausbildungskosten, die eigentlich durch die Ausbildungssteuer gedeckt werden sollten.

Auf der lokalen Ebene werden diese Bestrebungen durch verschiedene Projekte und Initiativen der Euro-districte Strasbourg-Ortenau, Freiburg, Centre Sud Alsace und REGIO PAMINA und des Trinationalen Eurodistrict Basel breit unterstützt.

Derzeit existieren mehrere Projekte in diesem Bereich, die in der Broschüre „Grenzüberschreitende Bildungswege zu Arbeit und Beschäftigung am Oberrhein“, die auf der Internetseite der Oberrheinkonferenz* abrufbar ist, aufgelistet sind. Eine allgemeine Regelung für eine grenzüberschreitende Berufsausbildung besteht allerdings nicht. Gleichzeitig fragen Jugendliche, Eltern und Arbeitgeber nach der Möglichkeit, einen Teil der Berufsausbildung in Deutschland oder in Frankreich zu absolvieren.

Die Partner beabsichtigen deshalb, die Rahmenbedingungen einer alternierenden Berufsausbildung im Gebiet dieser Vereinbarung aufzuzeigen, um diese zu erleichtern.

Die Jugendlichen sollen die theoretische Ausbildung in Frankreich und die praktische Ausbildung in Deutschland absolvieren können - oder umgekehrt, die theoretische Ausbildung in Deutschland und die praktische Ausbildung in Frankreich.

*www.oberrheinkonferenz.org

Au terme de la formation, les jeunes passent le diplôme prévu par le contrat d'apprentissage dans le pays, où s'est déroulée la formation théorique. De plus, ils peuvent, s'ils remplissent les conditions, être candidats à un examen du pays partenaire et ainsi obtenir une double qualification franco-allemande.

Les signataires du présent accord-cadre s'engagent à promouvoir l'apprentissage transfrontalier et à y associer tous les services compétents.

Dans une perspective de cohésion territoriale et dans un souci de proximité, les euro-districts du Rhin supérieur soutiennent l'élargissement du dispositif à l'ensemble du Rhin supérieur et encouragent sa mise en œuvre en coopération avec l'ensemble des acteurs de l'emploi et de la formation et notamment avec les services compétents.

Sa déclinaison opérationnelle est assurée par un groupe-projet « apprentissage transfrontalier » émanant du groupe d'experts « formation professionnelle » de la Conférence du Rhin supérieur.

Sur cette base, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le périmètre géographique de l'accord cadre est constitué des parties françaises et allemandes des territoires sous mandat de la Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur. Les mentions « en Allemagne » et « en France » figurant ci-après se réfèrent à ce périmètre.

ARTICLE 2: DEROULEMENT DE LA FORMATION

2.1 Formation pratique en Allemagne – formation théorique et diplôme français

L'alternance se déroule comme suit :

- formation pratique dans une entreprise établie en Allemagne et reconnue.
- formation théorique dans un Centre de Formation d'Apprentis (CFA) français.
- examen/diplôme correspondant français
- en option : examen correspondant allemand, en candidat libre, si les conditions sont remplies

Am Ende der Ausbildung legen die Jugendlichen in dem Land, in dem der theoretische Teil der Ausbildung stattfindet, die Abschlussprüfung ab und erwerben damit einen anerkannten Berufsabschluss. Darüber hinaus können sie, sofern sie die Bedingungen erfüllen, auch noch die Prüfung im jeweiligen Partnerland ablegen und damit eine deutsch-französische Doppelqualifikation erwerben.

Die Unterzeichner der vorliegenden Rahmenvereinbarung verpflichten sich, die grenzüberschreitende Ausbildung zu fördern unter Hinzuziehung aller ihrer zuständigen Einrichtungen.

Im Hinblick auf den territorialen Zusammenhalt und um die Zugänglichkeit zu erleichtern, unterstützen die Eurodistrikte am Oberrhein die Ausweitung des bestehenden Pilotprojekts auf den gesamten Oberrhein und fördern seine Umsetzung in Kooperation mit allen Akteuren in den Bereichen der Beschäftigung und der Ausbildung sowie mit den zuständigen Stellen.

Für die Umsetzung dieser Rahmenvereinbarung wird eine erweiterte Projektgruppe „Grenzüberschreitende Berufsausbildung“ des Expertenausschusses „Berufsbildung“ der Oberrheinkonferenz eingesetzt.

Auf dieser Grundlage vereinbaren die Partner:

ARTIKEL 1: GEBIETSKULISSE

Die Vereinbarung gilt für die deutschen und französischen Gebiete im Mandatsgebiet der deutsch-französisch-schweizerischen Oberrheinkonferenz. Im Folgenden beziehen sich die Angaben „in Deutschland“ und „in Frankreich“ jeweils auf diese Gebietskulisse.

ARTIKEL 2: ABLAUF DER AUSBILDUNG

2.1 Praktische Ausbildung in Deutschland – theoretische Ausbildung und Abschlussprüfung in Frankreich

Die alternierende Ausbildung verläuft wie folgt:

- Praktische Ausbildung in einem in Deutschland niedergelassenen Unternehmen und anerkannten Ausbildungsbetrieb
- Theoretische Ausbildung in einem französischen CFA (Centre de Formation des Apprentis)
- Entsprechende französische Prüfung/Berufsabschlussprüfung
- Optional: Externenprüfung (§ 45 BBiG / § 37 HWO) vor einer deutschen zuständigen Stelle, wenn die Bedingungen erfüllt sind.

Un jeune domicilié en France qui réalise son apprentissage auprès d'un employeur établi en Allemagne qui le forme selon le système DUAL, aura une formation professionnelle équivalente à l'apprentissage français.

2.2 Formation pratique en France – formation théorique et diplôme allemand

L'alternance se déroule comme suit :

- formation pratique dans l'entreprise établie en France.
- formation théorique dans un centre de formation allemand et complément de formation pratique dans les centres dédiés.
- examen/diplôme allemand selon dispositif de certification allemand,
- en option : examen correspondant français, en candidat libre, si les conditions sont remplies..

Un apprenti domicilié en Allemagne, réalisant son apprentissage dans une entreprise établie en France qui le forme selon le système d'apprentissage français, aura une formation professionnelle équivalente à celle dispensée en Allemagne.

2.3 Qualifications visées

L'accord cadre concerne toute qualification se préparant par la voie de l'apprentissage en France et en Allemagne, et aboutissant à la délivrance d'un diplôme par le pays où le jeune suit sa formation théorique.

ARTICLE 3 : EMBAUCHE – ENREGISTREMENT DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE

3.1 Employeurs établis en France

- **Recherche de places d'apprentissage**

Les partenaires signataires de l'accord cadre notamment les services d'apprentissage consulaires, les agences pour l'emploi dans le cadre de leur coopération transfrontalière contribuent, avec le soutien d'EURES-T, à la recherche des places d'apprentissage dans les entreprises, l'information des jeunes et des entreprises et au placement des jeunes en apprentissage.

Stellt ein Unternehmen in Deutschland einen Auszubildenden ein, der in Frankreich wohnt, bildet es diesen nach der deutschen Ausbildungsordnung eines Berufes aus, der einer gleichwertigen oder gleichartigen französischen Berufsausbildung entspricht.

2.2 Praktische Ausbildung in Frankreich – theoretische Ausbildung und Abschlussprüfung in Deutschland

Die alternierende Ausbildung verläuft wie folgt:

- Praktische Ausbildung in einem in Frankreich niedergelassenen Unternehmen.
- Theoretische Ausbildung in einer deutschen beruflichen Schule und ggf. praktische überbetriebliche Ausbildungsabschnitte in einem Ausbildungszentrum
- Prüfung/Berufsabschlussprüfung vor der zuständigen Stelle gem. § 45 BBiG/§37 HWO.
- Optional vergleichbare französische Berufsabschlussprüfung, sofern die Voraussetzungen vorliegen.

Stellt ein Unternehmen in Frankreich einen Auszubildenden ein, der in Deutschland wohnt, bildet es diesen nach der französischen Ausbildungsordnung eines Berufes aus, der einer gleichwertigen oder gleichartigen deutschen Berufsausbildung entspricht.

2.3 Berufsabschlüsse

Die Rahmenvereinbarung gilt für alle Berufsabschlüsse, die in Deutschland und Frankreich auf dem Wege einer Berufsausbildung erlangt werden können bzw. die zu einem vergleichbaren Abschluss in einem der beiden Länder führen.

ARTIKEL 3: EINSTELLUNG – ERFASSUNG DES AUSBILDUNGSVERTRAGS

3.1 Arbeitgeber mit Sitz in Frankreich

- **Ausbildungsstellensuche**

Die unterzeichnenden Partner der Rahmenvereinbarung, darunter die Ausbildungsberater der Kammern, die Agenturen für Arbeit im Rahmen ihrer grenzüberschreitenden Zusammenarbeit mit Unterstützung von EURES-T, wirken bei der Ausbildungsstellensuche in Betrieben, bei der Information der Jugendlichen und Unternehmen sowie bei der Vermittlung von Ausbildungsplätzen mit.

- **Conclusion du contrat d'apprentissage**

Le contrat d'apprentissage est conforme au formulaire Cerfa n° 10103*04 et est régi par le droit français. L'objet de ce contrat d'apprentissage est de façon explicite, l'acquisition de compétences professionnelles et l'engagement de l'employeur de présenter le jeune à l'examen conformément à l'article 45 BBiG. Les institutions compétentes apporteront un appui technique aux employeurs concernés.

La **durée** du contrat d'apprentissage est fixée conformément à la durée mentionnée dans la réglementation allemande relative à la formation professionnelle. L'employeur français s'engage à respecter le document joint en **annexe 1** du présent accord cadre « Conditions à respecter par les employeurs français ».

- **Enregistrement du contrat d'apprentissage auprès des institutions compétentes**

L'enregistrement du contrat par les institutions compétentes ne pourra se faire que si l'employeur s'est engagé à respecter le document « Conditions à respecter par les employeurs français », en **annexe 1**, lors de la signature du contrat d'apprentissage.

3.2 Employeurs établis en Allemagne

- **Recherche de places d'apprentissage**

Les partenaires signataires de l'accord cadre notamment les services d'apprentissage consulaires, les agences pour l'emploi dans le cadre de leur coopération transfrontalière contribuent, avec le soutien d'EURES-T, à la recherche des places d'apprentissage dans les entreprises, l'information des jeunes et des entreprises et au placement des jeunes en apprentissage.

- **Conclusion du contrat d'apprentissage**

L'employeur conclut un contrat d'apprentissage avec le jeune, conformément au droit allemand.

L'objet de ce contrat d'apprentissage est de façon explicite, l'acquisition de compétences professionnelles et l'engagement de l'employeur de présenter le jeune à l'examen.

L'employeur sera soutenu et conseillé par l'institution compétente dont il relève.

L'employeur allemand s'engage à respecter le document joint en **annexe 2** du présent accord cadre « Conditions à respecter par les employeurs allemands ».

- **Abschluss des Ausbildungsvertrags**

Der Ausbildungsbetrieb schließt mit dem Jugendlichen einen Ausbildungsvertrag nach französischem Recht (Formular Cerfa n° 10103*04). Ziel dieses Ausbildungsvertrags ist jedoch explizit die Erlangung der beruflichen Handlungsfähigkeit und die Hinführung auf eine Abschlussprüfung gem. § 45 BBiG. Der Betrieb wird hierbei durch die für ihn zuständige Stelle beraten und unterstützt.

Die **Dauer** des Ausbildungsvertrages richtet sich nach der deutschen Ausbildungsordnung. Der französische Arbeitgeber verpflichtet sich, die Bedingungen einzuhalten, die in **Anlage 1** dieser Vereinbarung genannt sind.

- **Eintragung der Ausbildungsverträge bei den zuständigen Stellen**

Die Eintragung des Ausbildungsvertrags durch die für die Berufsausbildung zuständigen Stellen erfolgt nur, wenn der Arbeitgeber sich bei der Unterzeichnung des Ausbildungsvertrages verpflichtet hat, die Bedingungen des Dokuments „Verpflichtungen der französischen Arbeitgeber“ (**Anlage 1**) einzuhalten.

3. 2 Arbeitgeber mit Sitz in Deutschland

- **Ausbildungsstellensuche**

Die unterzeichnenden Partner der Rahmenvereinbarung, darunter die Ausbildungsberater der Kammern, die Agenturen für Arbeit im Rahmen ihrer grenzüberschreitenden Zusammenarbeit mit Unterstützung von EURES-T, wirken bei der Ausbildungsstellensuche in Betrieben, bei der Information der Jugendlichen und Unternehmen sowie bei der Vermittlung von Ausbildungsplätzen mit.

- **Abschluss des Ausbildungsvertrages**

Der Ausbildungsbetrieb schließt mit dem Jugendlichen einen Ausbildungsvertrag nach deutschem Recht.

Ziel dieses Ausbildungsvertrages ist jedoch explizit die Erlangung der beruflichen Handlungsfähigkeit und Hinführung auf eine Abschlussprüfung gemäß der Regelungen der französischen Ausbildungsordnung.

Der Betrieb wird hierbei durch die für ihn zuständige Stelle beraten und unterstützt.

Der deutsche Arbeitgeber verpflichtet sich, die Bedingungen einzuhalten, die in der **Anlage 2** dieser Vereinbarung enthalten sind.

- **Enregistrement du contrat d'apprentissage auprès des institutions compétentes**

Le contrat d'apprentissage est enregistré à la demande de l'employeur par l'institution compétente qui ne prendra cet enregistrement en compte que si l'employeur s'est engagé à respecter le document « Conditions à respecter par les employeurs allemands » (**annexe 2**), lors de la signature du contrat d'apprentissage.

3.3 Accompagnement des jeunes par EURES-T

EURES-T Rhin supérieur, le partenariat transfrontalier des services publics de l'emploi, des organisations patronales, des syndicats et des collectivités territoriales, est l'interlocuteur de référence en matière de mobilité professionnelle dans le Rhin supérieur et soutient l'apprentissage transfrontalier (entre autres à travers l'information, le conseil et le placement).

3.4 Suivi statistique

Les partenaires s'engagent à établir un recensement des contrats d'apprentissage transfrontalier.

ARTICLE 4: FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail assorti d'une rémunération versée par l'employeur à son apprenti.

Le financement des coûts de formation en France de l'apprenti français signataire d'un contrat de travail avec une entreprise allemande, est pris en charge conformément à la délibération du conseil régional d'Alsace, jointe en **annexe 3** au présent accord-cadre.

Conformément à l'alinéa précédent et après concertation entre les partenaires concernés, les acteurs de la formation professionnelle français et allemands ont la garantie qu'il ne résulte aucun coût supplémentaire à travers l'apprentissage transfrontalier dans le pays voisin.

ARTICLE 5 : COUVERTURE SOCIALE

5.1 Formation pratique en France – centre de formation allemand

Les apprentis bénéficient de la couverture sociale (maladie, accidents etc.) afférente à leur contrat d'apprentissage. Ceci vaut tant pour les périodes en entreprise française que pour les périodes en centre de formation allemand, pendant lesquelles les apprentis seront en position de détachement et ce, quel que soit leur pays de résidence.

- **Eintragung des Ausbildungsvertrages bei den zuständigen Stellen**

Der Ausbildungsvertrag wird auf Antrag des Ausbildungsbetriebes von der zuständigen Stelle eingetragen. Die Eintragung erfolgt nur, wenn der Arbeitgeber sich bei der Unterzeichnung des Ausbildungsvertrages verpflichtet hat, die Bedingungen des Dokuments „Verpflichtungen der deutschen Arbeitgeber“ (**Anlage 2**) einzuhalten.

3.3 Begleitung der Jugendlichen durch EURES-T

EURES-T Oberrhein, das grenzüberschreitende Netzwerk der Arbeitsverwaltungen, Arbeitgeberverbände, Gewerkschaften sowie Gebietskörperschaften, ist etablierter Ansprechpartner für die berufliche Mobilität am Oberrhein und unterstützt bei der grenzüberschreitenden Ausbildung (u.a. durch Information, Beratung und Vermittlung).

3.4 Statistik

Die Partner verpflichten sich, die grenzüberschreitenden Ausbildungsverträge statistisch gesondert zu erfassen.

ARTIKEL 4: FINANZIERUNG DER BERUFSAUSBILDUNG

Jeder Auszubildende erhält auf der Grundlage eines Ausbildungsvertrages vom Ausbildungsbetrieb eine Ausbildungsvergütung.

Die Kosten der Ausbildung eines französischen Auszubildenden in Frankreich, der einen Ausbildungsvertrag mit einem deutschen Unternehmen abgeschlossen hat, werden gemäß dem Beschluss des conseil régional d'Alsace übernommen, der der vorliegenden Rahmenvereinbarung im **Anhang 3** beigefügt ist.

Gemäß dem vorhergehenden Abschnitt und nach Absprache der zuständigen Kooperationspartner wird sichergestellt, dass den französischen bzw. deutschen Ausbildungspartnern keine zusätzlichen Kosten im Nachbarland entstehen.

ARTIKEL 5: SOZIALE ABSICHERUNG

5.1 Praktische Ausbildung in Frankreich – deutsche Berufsschule

Die soziale Absicherung der Auszubildenden (Krankheit, Unfall etc.) erfolgt im Rahmen ihres Ausbildungsvertrags. Dies gilt sowohl für die Zeiträume im französischen Unternehmen als auch die Zeiträume in der deutschen Berufsschule, während derer die Auszubildenden unabhängig von ihrem Wohnsitzland als entsandt betrachtet werden.

5.2 Formation pratique en Allemagne – centre de formation français.

Les apprentis bénéficient de la couverture sociale (maladie, accidents etc.) afférente à leur contrat d'apprentissage. Ceci vaut tant pour les périodes en entreprise allemande que pour les périodes en centre de formation français, pendant lesquelles les apprentis seront en position de détachement et ce quel que soit leur pays de résidence.

ARTICLE 6 : LES SERVICES D'INSPECTION

6.1 Entreprises établies en France

- **Inspection pédagogique en entreprise : institutions compétentes**

Les services des chambres consulaires ou de la DRAAF pour l'agriculture, ont compétence pour contrôler la formation donnée aux apprentis dans les entreprises établies en Alsace. En l'occurrence, ce contrôle se fera sur la base de référentiels de formation français et allemand (Ausbildungsordnungen) qui seront préalablement traduits en français. Des binômes de contrôle franco-allemands pourront être mis en place en cas de besoin.

- **Inspection du travail : DIRECCTE**

L'inspecteur du travail est chargé de constater les infractions aux dispositions du Code du travail applicables aux apprentis (durée du travail, heures supplémentaires, repos hebdomadaire, congés payés, salaire, visite médicale, conditions de travail d'hygiène et de sécurité, application des conventions collectives).

Il peut être amené à jouer un rôle de conseil mais aussi sanctionner des situations anormales (notamment par la procédure d'opposition et la procédure d'urgence).

6.2 Entreprises établies en Allemagne

Les inspecteurs d'apprentissage des institutions allemandes sont compétents pour contrôler la formation dispensée par les employeurs établis en Allemagne. Les contrôles sont réalisés sur la base des dispositifs réglementaires français applicables, lesquels seront traduits en allemand. Les Inspecteurs d'apprentissage allemands pourront demander à leurs homologues français de s'associer à leurs contrôles en cas de besoin.

Les « inspections du travail » et les « Berufsgenossenschaften » (Caisses professionnelles de prévoyance), sont compétentes pour les pro-

5.2 Praktische Ausbildung in Deutschland – französisches Ausbildungszentrum

Die soziale Absicherung der Auszubildenden (Krankheit, Unfall etc.) erfolgt im Rahmen ihres Ausbildungsvertrags. Dies gilt sowohl für die Zeiträume im deutschen Unternehmen als auch die Zeiträume im französischen Ausbildungszentrum, während derer die Auszubildenden unabhängig von ihrem Wohnsitzland als entsandt betrachtet werden.

ARTIKEL 6: ÜBERWACHUNG

6.1 Unternehmen mit Sitz in Frankreich

- **Aufsicht über die Ausbildung: zuständige Stellen**

Die für die Berufsausbildung zuständigen Stellen sind mit der Aufsicht über die Ausbildung der Auszubildenden in den französischen Betrieben beauftragt. Die Kontrolle erfolgt anhand der französischen und ggf. deutschen Ausbildungsordnungen, welche vorher übersetzt werden. Bei Bedarf können die französischen Ausbildungsberater Kollegen der zuständigen deutschen Stellen zu den Kontrollen hinzuziehen.

- **Arbeitszeit und Arbeitsschutz: DIRECCTE**

Der Arbeitsinspektor (entspr. der Gewerbeaufsicht) ist damit beauftragt, Regelverletzungen des für die Auszubildenden gültigen code du travail (Arbeitsgesetzbuch) festzustellen (Arbeitszeiten, Überstunden, Ruhetage, bezahlter Urlaub, Entlohnung, ärztliche Kontrollen, Arbeitsbedingungen, Hygiene und Sicherheit, Beachtung der Tarifverträge).

Er kann die Rolle eines Beraters einnehmen aber auch Regelverstöße ahnden (insbesondere durch Einspruchsverfahren und Eilverfahren).

6.2 Unternehmen mit Sitz in Deutschland

Die Ausbildungsberater der deutschen zuständigen Stellen sind für die Aufsicht über die Ausbildung in den deutschen Betrieben zuständig. Die Kontrolle erfolgt anhand der deutschen und ggf. französischen Ausbildungsordnungen, welche vorher übersetzt werden. Bei Bedarf können die deutschen Ausbildungsberater französische Kollegen zu den Kontrollen hinzuziehen.

Für die Überwachung der Ausbildungszeitregelungen und der Arbeitsschutzbestimmungen sind die zuständigen Stellen, die Gewerbeaufsichtsämter

blèmes relevant de la réglementation concernant les horaires de travail ou les règles de sécurité.

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

7.1 Entreprises établies en France

En cas de litige, les dispositions suivantes entreront en vigueur :

- tentative de conciliation par les inspecteurs d'apprentissage des institutions compétentes
- recours auprès de la Commission de conciliation de l'autorité compétente
- procédure devant le Conseil des Prud'hommes.

7.2 Pour les entreprises établies en Allemagne

En cas de litige, les dispositions suivantes entreront en vigueur :

- tentative de conciliation par les institutions compétentes
- recours auprès de la Commission de conciliation des Chambres/Corporations
- procédure devant le Tribunal du Travail allemand.

ARTICLE 8 : COMPETENCES LINGUISTIQUES

En fonction des besoins identifiés, les partenaires s'efforceront de proposer aux apprentis une action de renforcement linguistique.

ARTICLE 9 : COMITE DE SUIVI

Le comité de suivi est mis en place. Il est composé d'un représentant de chaque signataire de l'accord. Il est chargé de suivre la mise en œuvre du présent accord.

Sur recommandation des partenaires, le comité de suivi peut s'adjoindre d'autres acteurs de la formation professionnelle.

Un règlement intérieur définit les modalités de fonctionnement du comité de suivi.

ARTICLE 10 : DUREE, MODIFICATIONS, ENTREE EN VIGUEUR

L'accord entre en vigueur avec la signature des partenaires, pour une période indéterminée.

A la demande et dans le cadre d'une concertation commune entre les partenaires du Rhin supérieur, l'accord et ses annexes 1 et 2 peuvent être modifiés, amendés ou étendus à de nouveaux signataires le cas échéant.

Le présent accord peut être dénoncé à tout mo-

und die Berufsgenossenschaften zuständig.

ARTIKEL 7: REGELUNG VON STREITFÄLLEN

7.1 Unternehmen mit Sitz in Frankreich

Streitigkeiten werden wie folgt geregelt:

- Mediationsversuch durch die Ausbildungsberater der zuständigen Stellen
- Schlichtungsversuch durch die zuständige Stelle
- Französisches Arbeitsgerichtsverfahren

7.2 Unternehmen mit Sitz in Deutschland

Streitigkeiten werden wie folgt geregelt:

- Mediationsversuch durch die zuständigen Stellen
- Schlichtungsverfahren der Kammern/Innungen
- Deutsches Arbeitsgerichtsverfahren

ARTIKEL 8: SPRACHKOMPETENZ

Je nach Bedarf werden die Partner sich bemühen, den Auszubildenden einen verstärkten Sprachunterricht anzubieten.

ARTIKEL 9: BEGLEITAUSSCHUSS

Es wird ein Begleitausschuss eingerichtet. Er setzt sich zusammen aus jeweils einem Vertreter der Partner. Er ist mit der Begleitung der Umsetzung der Rahmenvereinbarung beauftragt.

Auf Empfehlung der Partner steht die Mitwirkung in dem Begleitausschuss weiteren Beteiligten der Berufsausbildung offen.

Der Begleitausschuss gibt sich eine eigene Geschäftsordnung.

ARTIKEL 10: DAUER, ÄNDERUNGEN, INKRAFTTRETEN

Die Rahmenvereinbarung tritt mit ihrer Unterzeichnung in Kraft. Sie gilt für unbestimmte Zeit.

Auf Antrag und im Rahmen einer gemeinsam Abstimmung zwischen den oberrheinischen Partnern können diese Rahmenvereinbarung und ihre Anlagen 1 und 2 modifiziert oder gegebenenfalls im notwendigen Umfang ergänzt oder um zusätzliche Partner

Diese Rahmenvereinbarung kann zu jeder Zeit

ment par une des parties signataires qui doit notifier au Président du comité de suivi sa décision de dénonciation. En tout état de cause, les formations engagées devront être garanties jusqu'à leur terme.

Le préavis de dénonciation est de 12 mois.

Saint-Louis, le 12 septembre 2013

von einem der unterzeichnenden Partner beim Vorsitzenden des Begleitausschusses gekündigt werden. Auf jeden Fall soll garantiert werden, dass alle Auszubildenden ihre begonnene Ausbildung beenden können.

Die Kündigungsfrist beträgt 12 Monate.

Saint-Louis, den 12. September 2013

Stéphane BOUILLON
Préfet de la région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

Philippe RICHERT
Président du conseil régional d'Alsace

Armande LE PELLEC-MULLER
Recteur de l'Académie de Strasbourg, Chancelier
des universités

Eric MALLET
Directeur régional de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt

Jean-Louis HOERLE
Président de la Chambre de Commerce et
d'Industrie de région Alsace

Bernard STALTER
Président de la Chambre de Métiers d'Alsace

Jean-Paul BASTIAN
Président de la Chambre d'agriculture de région
Alsace

Pierre-Yves LECLERCQ
Directeur régional Pôle Emploi Alsace

Winfried KRETSCHMANN
Ministerpräsident Land Baden – Württemberg

Malu DREYER
Ministerpräsidentin des Landes Rheinland-Pfalz

Bärbel SCHÄFER
Präsidium der Oberrheinkonferenz
Regierungspräsidentin Freiburg

Wolfgang GRENKE
Präsident der Industrie- und Handelskammer
Karlsruhe

Kurt GRIESHABER
Präsident der Industrie- und Handelskammer
Hochrhein-Bodensee

Steffen AUER
Präsident der Industrie- und Handelskammer
Südlicher Oberrhein

Willi KUHN
Präsident der Industrie- und Handelskammer für
die Pfalz

Joachim WOHLFEIL
Präsident der Handwerkskammer Karlsruhe

Paul BAIER
Präsident der Handwerkskammer Freiburg

Brigitte MANNERT
Präsidentin der Handwerkskammer der Pfalz

Gotthard REINER
Präsident der Handwerkskammer Konstanz

Norbert SCHINDLER
Präsident der Landwirtschaftskammer Rheinland-
Pfalz

Eva STROBEL
Präsidentin von EURES-T Oberrhein
Vorsitzende der Geschäftsführung der Regional-
direktion Baden-Württemberg der Bundesagentur
für Arbeit

Heidrun SCHULZ
Vorsitzende der Geschäftsführung der Regional-
direktion Rheinland-Pfalz – Saarland der Bun-
desagentur für Arbeit

Christian RAMM
Agentur für Arbeit Freiburg

Ingo ZENKNER
Agentur für Arbeit Karlsruhe-Rastatt

Christine GROSS-HERICK
Agentur für Arbeit Landau in der Pfalz

Norbert SEDLMAIR
Agentur für Arbeit Lörrach

Horst SAHRBACHER
Agentur für Arbeit Offenburg

Hans-Joachim OMLOR
Agentur für Arbeit Kaiserslautern-Pirmasens

VERPFLICHTUNGEN DES ARBEITGEBERS

Folgende Bedingungen müssen durch französische Firmen akzeptiert werden, damit ein Auszubildender, der seine praktische Ausbildung in Frankreich macht, in Deutschland die Gesellen-/Abschlussprüfung erfolgreich ablegen kann:

Der Arbeitgeber/Ausbildender von Frau/Herrn (Auszubildende/Auszubildender) verpflichtet sich folgende Bedingungen zu akzeptieren:

- Anpassung der Dauer des Ausbildungsvertrages an die Dauer der deutschen Ausbildung, für die eine Abschlussprüfung nach § 45 BBiG angestrebt wird.
- Verpflichtung des Betriebes, den Auszubildenden für den Besuch der Berufsschule und ggf. der überbetrieblichen Ausbildung freizustellen.
- Verpflichtung des Ausbildenden, den Auszubildenden zur Berufsschule, zu den Zwischen- und Gesellen-/Abschlussprüfungen anzumelden und ihn für die Prüfungen freizustellen.
- Verpflichtung, dem Auszubildenden nur solche Aufgaben zu übertragen, die den Ausbildungszielen und der deutschen Ausbildungsordnung entsprechen.
- Empfehlung an den Auszubildenden aussprechen, sich das Sozialversicherungsformular, das die Zugehörigkeit zum französischen Versorgungssystem bescheinigt und die Europäische Krankenversicherungskarte für die Erstattung der Dienstleistungen in einem anderen Land zu besorgen.

Wenn es sich um nicht volljährige Auszubildende handelt:

- Der Arbeitgeber/Ausbilder muss die Arbeitszeiten und die Sicherheitsbedingungen des Landes (Arbeitsmedizin, Erlaubnis zum Bedienen von gefährlichen Maschinen...), in dem der Vertrag abgeschlossen worden ist, einhalten.

Ort....., Datum.....

Unterschrift des Arbeitgebers

ENGAGEMENTS DE L'EMPLOYEUR

Conditions à accepter par les entreprises françaises pour qu'un jeune effectuant sa formation en France puisse suivre sa formation théorique en Allemagne

L'employeur,, de (apprenti(e)), s'engage à respecter les conditions suivantes :

- Adaptation de la durée du contrat de formation à la durée de la formation allemande pour ceux relevant de l'article 45 BBiG.
- Obligation pour l'entreprise de libérer l'apprenti pour fréquenter le centre de formation professionnelle et le cas échéant le centre de formation complémentaire.
- Obligation pour l'instructeur d'inscrire l'apprenti au centre de formation professionnelle ainsi qu'aux examens intermédiaires et finaux et de le libérer pour ces examens.
- Obligations de confier à l'apprenti des tâches correspondant aux objectifs et au règlement de la formation allemande.
- Prévoir le formulaire de sécurité sociale attestant de l'affiliation au régime français et la carte européenne d'assurance maladie (CEAM) pour le bénéfice des prestations dans l'autre pays.

Par ailleurs, s'il s'agit d'apprentis mineurs :

- Respecter la durée du travail et des conditions de sécurité du pays de conclusion du contrat (médecine du travail, autorisation de travail sur des machines dangereuses...)

Fait à, le

Signature de l'employeur

VERPFLICHTUNGEN DES ARBEITGEBERS

Deutsche Firmen, die Jugendliche ausbilden, welche ihre theoretische Ausbildung in Frankreich absolvieren, müssen folgende Bedingungen anerkennen.

Der Arbeitgeber/Ausbildender,, von Frau/Herrn
(Auszubildende/Auszubildender), verpflichtet sich, folgende Bedingungen zu akzeptieren:

- Die Dauer des Lehrvertrages wird an die Dauer der Ausbildung im CFA (französisches Ausbildungszentrum) und an den Stundenplan angepasst. Normalerweise erstreckt sich der Lehrvertrag auf eine Dauer von zwei Jahren. Er kann jedoch aufgrund des vorherigen Ausbildungswegs des Auszubildenden und seines Kompetenzniveaus verlängert werden.
- Der Auszubildende nimmt am Unterricht des CFA teil: laut französischem Arbeitsgesetz „Code du Travail“ beträgt die minimale Dauer der Schulausbildung 400 Stunden pro Jahr. Zusätzlich zu diesen gesetzlichen Verpflichtungen gibt es für manche Berufsabschlüsse Sonderbestimmungen, die in den jeweiligen Prüfungsordnungen festgelegt sind.
- Der Auszubildende wird zur Prüfung, wie im Vertrag vorgesehen, angemeldet und nimmt daran teil.
- Der Arbeitgeber gewährleistet die praktische Ausbildung innerhalb des Unternehmens. Er vertraut dem Auszubildenden Aufgaben oder Stellen an, die dem Auszubildenden ermöglichen, Arbeiten oder Einsätze durchzuführen, welche mit der entsprechenden französischen Ausbildungsordnung CFA/Unternehmen (document de liaison C.F.A/entreprise) des angestrebten Abschlusses übereinstimmen.
- Der Arbeitgeber nimmt nach Möglichkeit an den von CFA organisierten Aktivitäten teil, um die theoretische und die praktische Ausbildung zu koordinieren (Gespräch innerhalb von zwei Monaten nach Beginn des Vertrages, Klassenkonferenz, Treffen zur Bilanzziehung...).
- Der Arbeitgeber empfängt den für den Auszubildenden zuständigen Ausbildungsberater des CFA.
- Während der Ausbildung ermöglicht der jeweilige Arbeitgeber dem Ausbildungsbeauftragten des CFA, notwendige Arbeitsproben im Betrieb abzunehmen.
- Der Arbeitgeber muss den Status eines entsandten Arbeitnehmers im Rahmen der Erbringung von Dienstleistungen einhalten, insbesondere der Vergütung und der Sicherheit
- Empfehlung an den Auszubildenden aussprechen, sich das Sozialversicherungsformular, das die Zugehörigkeit zum deutschen Versorgungssystem bescheinigt und die Europäische Krankenversicherungskarte für die Erstattung von Dienstleistungen in einem anderen Land zu besorgen.

Erstellt in, am.....

Unterschrift des Arbeitgebers

ENGAGEMENTS DE L'EMPLOYEUR

Conditions à accepter par les entreprises allemandes pour qu'un jeune effectuant sa formation pratique en Allemagne puisse faire sa formation théorique en France.

L'employeur,....., de.....(apprenti(e)), s'engage à respecter les conditions suivantes :

- Adapter la durée du contrat d'apprentissage à celle de la formation au CFA et au calendrier des cours : cette durée est en principe de deux ans ; elle peut être rallongée en fonction du parcours antérieur du jeune et de son niveau de compétence.
- Faire suivre à l'apprenti la formation dispensée par le CFA : la durée minimale de cette formation est fixée par le code du travail à 400 heures par an. A cette obligation légale s'ajoutent des dispositions spécifiques à certains diplômes, fixées par les règlements d'examen.
- Inscrire l'apprenti à l'examen prévu au contrat et le faire participer aux épreuves.
- Assurer la formation pratique de l'apprenti dans l'entreprise, lui confier les tâches ou postes permettant d'exécuter des opérations ou travaux conformes au document de liaison CFA/Entreprise du diplôme préparé.
- Prendre part selon ses possibilités aux activités organisées par le CFA en vue de coordonner la formation qu'il dispense et celle en entreprise (entretien dans les deux mois suivant le début du contrat, conseil de classe, réunions bilans...)
- Recevoir le formateur du CFA chargé d'assurer le suivi pédagogique de l'apprenti.
- En cas de validation du diplôme par contrôle en cours de formation, mettre en place avec le formateur du CFA les situations d'évaluation prévues par le référentiel d'examen.
- Respecter le statut de salarié selon les conditions du contrat de travail, notamment en termes de salaire et de sécurité.
- Prévoir le formulaire de sécurité sociale attestant de l'affiliation au régime allemand et la carte européenne d'assurance maladie (CEAM) pour le bénéfice des prestations dans l'autre pays.

Fait à....., le

Signature de l'employeur

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



N° CPR :

664-13

**Extrait des délibérations
de la Commission Permanente**



Séance du 12 juillet 2013

**Développement de l'apprentissage transfrontalier avec l'Allemagne :
cadre général d'intervention de la Région Alsace à partir de 2013**

La Commission Permanente du Conseil Régional d'Alsace, réunie le 12 juillet 2013,

Vu la délégation accordée le 26 mars 2010 par le Conseil Régional à sa Commission Permanente,

Vu le règlement financier du Conseil Régional d'Alsace,

après avoir pris connaissance du rapport CP/CRA N° 664-13 du 2 juillet 2013 du Président du Conseil Régional et de l'avis de la Commission «Formation Initiale, Éducation, Lycées» en date du 10 juillet 2013,

DECIDE

- d'**approuver** le cadre d'intervention de la Région Alsace en faveur de l'apprentissage transfrontalier en Allemagne à partir de 2013 selon les principes généraux suivants :

Périmètres maximaux :

- Le périmètre géographique englobe l'Alsace et la partie allemande du Rhin Supérieur soit le territoire du Bade-Wurtemberg et de la Rhénanie Palatinat,
- Le périmètre de formation englobe toute qualification se préparant par la voie de l'apprentissage en France et en Allemagne et aboutissant à une délivrance du diplôme ou titre par le pays où est réalisée la partie théorique de la formation. Il concerne toute formation infra-bac ou post-bac pour lesquelles il est possible d'établir une comparaison des référentiels pédagogiques français et allemands concernés sans qu'il y ait automatiquement d'équivalence franco-allemande de diplômes. Pour les formations délivrées en Alsace, il porte sur les formations ouvertes à l'apprentissage par la Région Alsace.

Partenariats et cadre fonctionnel :

- La règle de réciprocité permet à un apprenti inscrit dans une formation en Alsace ou dans la partie Allemande du Rhin Supérieur de réaliser, sous contrat d'apprentissage, la partie pratique de sa formation chez un employeur implanté dans le pays voisin,
- Les conditions de recherche de places d'apprentissage, de conclusion du contrat d'apprentissage, de couverture sociale de l'apprenti, d'enregistrement de contrat, d'inspection pédagogique en entreprise, d'inspection du travail se dérouleront dans le respect des réglementations ou conventions en vigueur,
- Les partenariats pourront être conclus avec différents acteurs de l'apprentissage en France et dans la partie allemande du Rhin Supérieur : État, Land, collectivités, chambres consulaires, centres de formation, groupements d'employeurs etc.

Financement de l'apprentissage par la Région :

- Cas n° 1 : l'apprenti suit sa formation théorique dans un CFA en Alsace et sa formation pratique chez un employeur implanté dans la partie Allemande du Rhin Supérieur :
- Fonctionnement du CFA : l'apprenti est normalement intégré à l'effectif permettant de calculer la subvention régionale ; cependant, l'entreprise allemande n'étant pas assujettie au versement de la taxe d'apprentissage, elle est sollicitée pour prendre en charge le coût résiduel de la formation qui est facturé par le CFA, c'est-à-dire le coût déduction faite de la subvention de fonctionnement conventionnelle de la Région. Cette prise en charge par l'entreprise allemande peut être :
 - Partielle ou réduite à 0 € (gratuité) pour les formations de niveaux IV et V. La Région apporte au CFA le complément de financement nécessaire (coût résiduel de la formation – participation de l'entreprise allemande),
 - Partielle pour les formations de niveaux III, II et I, sans être inférieure à 20 % du coût résiduel de la formation. La Région apporte au CFA le complément de financement nécessaire (coût résiduel de la formation – participation de l'entreprise allemande),
 - Totale dans le cas où l'apprenti embauché par une entreprise allemande et qui suit une formation dans un CFA alsacien est originaire d'Allemagne,
- Aides à l'apprenti : en application du droit commun, il bénéficiera des aides au transport, à l'hébergement, à la restauration et au premier équipement selon les modalités habituelles ;
- Aide à l'employeur : pas d'aides de la Région puisque l'entreprise est allemande ;

Cas n° 2 : l'apprenti suit sa formation théorique en centre de formation allemand et formation pratique dans une entreprise située en Alsace :

La Région n'intervient pas en matière de financement du centre de formation allemand ou de versement d'aides à l'apprenti. En revanche, en application du droit commun, elle verse à l'entreprise les aides auxquelles celle-ci peut prétendre selon les modalités en vigueur : aide à l'accompagnement d'un apprenti.

- d'**approuver**, en dérogation à l'article 20 du règlement financier, le versement de la participation régionale au CFA, sur une demande de sa part, selon les modalités suivantes :

- un acompte de 50 % du complément de financement nécessaire au vu d'un état prévisionnel détaillant par apprenti, le coût de la formation résiduel et la participation de l'entreprise allemande le cas échéant, accompagné du contrat d'apprentissage concerné ;
- le solde au vu du bilan définitif du financement complémentaire nécessaire, à l'achèvement de l'année de formation, accompagné du justificatif de la participation de l'entreprise allemande le cas échéant ;

En cas de rupture anticipée du contrat, la participation de la Région sera calculée au prorata du temps de présence de l'apprenti au CFA ;

- d'**autoriser** le Président du Conseil Régional à signer l'accord de partenariat en vue du développement de l'apprentissage transfrontalier avec l'Allemagne, tel que figurant en annexe.

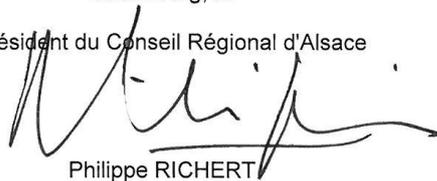
Crédits

Les autorisations d'engagement nécessaires à la présente opération ont été affectées à l'occasion de la délibération d'affectation initiale du BP 2013 (n° 25-12) et de la délibération n° 1193-10.

| | |
|--------------------|--|
| Politique | Éducation Formation |
| Domaine | Apprentissage |
| Action | Centres de formation d'apprentis |
| Programme | Fonctionnement des CFA |
| Fonction | 931 – Formation professionnelle et apprentissage |
| Sous-fonction | 12 – apprentissage |
| Natures comptables | 6574 subventions aux personnes de droit privé 65735 Subventions aux autres groupements de collectivités et EPL 65738 Subventions de fonctionnement aux organismes publics divers |

Strasbourg, le 12 JUL. 2013

Le Président du Conseil Régional d'Alsace



Philippe RICHERT

Auszug aus den Beratungen des Ständigen Ausschusses

Sitzung vom 12. Juli 2013

Entwicklung der grenzüberschreitenden Berufsausbildung mit Deutschland: allgemeiner Einsatzrahmen der Region Elsass ab 2013

Der am 12. Juli 2013 zusammengetretene Ständige Ausschuss des Conseil Régional d'Alsace

in Anbetracht der Vollmacht, welche der Regionalrat seinem Ständigen Ausschuss am 26. März 2010 erteilte,

in Anbetracht der Finanzordnung des Conseil Régional d'Alsace,

nach Kenntnisnahme des Berichts CP/CRA Nr. 664-13 vom 2. Juli 2013 des Präsidenten des Regionalrats sowie der
Stellungnahme des Ausschusses «Erstausbildung, Erziehung, Gymnasien» vom 10. Juli 2013,

BESCHLIESST

- den Einsatzrahmen der Region Elsass zugunsten der grenzüberschreitenden Berufsausbildung in Deutschland ab 2013 in
Einklang mit den nachstehenden allgemeinen Grundsätzen **zu genehmigen**:

Maximale Geltungsbereiche:

- Der geographische Geltungsbereich umfasst das Elsass und den deutschen Teil des Oberrheins, d.h. das Gebiet von
Baden-Württemberg und Rheinland-Pfalz,
- Der ausbildungsrelevante Geltungsbereich umfasst alle Qualifizierungen, welche über eine Lehre in Frankreich und in
Deutschland vorbereitet werden und zur Erteilung eines Abschlusszeugnisses oder Titels durch das Land führen, in dem der
theoretische Teil der Ausbildung absolviert wird. Er bezieht sich auf alle dualen Ausbildungsgänge oder Ausbildungsgänge
nach dem Abitur, bei denen ein Vergleich der betreffenden französischen und deutschen pädagogischen Bezugsunterlagen
erfolgen kann, ohne dass eine deutsch-französische Gleichwertigkeit der Abschlusszeugnisse automatisch vorliegt. Er
bezieht sich bei den im Elsass erfolgenden Ausbildungen auf die Ausbildungsgänge, welche von der Region Elsass für die
Lehrlingsausbildung freigegeben wurden.

Partnerschaften und funktioneller Rahmen:

- Ein zu einer Ausbildung im Elsass oder im deutschen Teil des Oberrheins angemeldeter Lehrling kann den praktischen Teil
seiner Ausbildung dank der Gegenseitigkeitsregel bei einem im Nachbarland ansässigen Arbeitgeber im Rahmen eines
Lehrvertrags absolvieren,
- Die Voraussetzungen für die Lehrstellensuche, den Abschluss des Lehrvertrags, die soziale Absicherung des Lehrlings, die
Registrierung des Vertrags, die pädagogische Aufsicht im Unternehmen sowie die Arbeitsaufsicht erfolgen unter Einhaltung
der geltenden ordnungsrechtlichen Bestimmungen oder Vereinbarungen,
- Partnerschaften können mit verschiedenen Handelnden der Lehrlingsausbildung in Frankreich und im deutschen Teil des
Oberrheins abgeschlossen werden: Staat, Bundesland, Körperschaften, Industrie- und Handelskammern,
Ausbildungszentren, Arbeitgeberverbände, usw.

Finanzierung der Lehre durch die Region:

- Fall Nr. 1: Der Lehrling absolviert seine theoretische Ausbildung in einem Lehrlingsausbildungszentrum (CFA) im Elsass
und seine praktische Ausbildung bei einem im deutschen Teil des Oberrheins ansässigen Arbeitgeber:
- Betrieb des CFA : Der Lehrling wird normalerweise in den Lehrlingsbestand aufgenommen, mit dessen Hilfe der regionale
Zuschuss berechnet werden kann; da das deutsche Unternehmen die Lehrlingsausbildungsabgabe jedoch nicht zu

entrichten hat, wird es aufgefordert, die vom CFA in Rechnung gestellten Restkosten der Ausbildung zu übernehmen, d.h. die Kosten nach Abzug des vertraglich vereinbarten Betriebszuschusses der Region. Diese Übernahme durch das deutsche Unternehmen kann sich folgendermaßen gestalten:

- Teilübernahme bzw. auf 0 € herabgesetzte (kostenlose) Übernahme für Ausbildungen der Stufen IV und V. Die Region erbringt dem CFA die erforderliche Ergänzungsfinanzierung (Restkosten der Ausbildung – Beteiligung des deutschen Unternehmens),
 - Teilübernahme für Ausbildungen der Stufen III, II und I, ohne dass sie 20 % der Restkosten der Ausbildung unterschreitet. Die Region erbringt dem CFA die erforderliche Ergänzungsfinanzierung (Restkosten der Ausbildung – Beteiligung des deutschen Unternehmens),
 - vollständige Übernahme, falls der von einem deutschen Unternehmen eingestellte Lehrling, welcher eine Ausbildung in einem elsässischen CFA absolviert, aus Deutschland stammt,
- Beihilfen an den Lehrling: In Anwendung der gemeinrechtlichen Bestimmungen gelangt er in den Vorteil der Transport-, Übernachtungs-, Bewirtungs- und Erstausrüstungsbeihilfen in Einklang mit den üblichen Modalitäten;
- Beihilfe an den Arbeitgeber: keine Beihilfen der Region, da es sich um ein deutsches Unternehmen handelt;

Fall Nr. 2: Der Lehrling absolviert seine theoretische Ausbildung in einem deutschen Ausbildungszentrum und die praktische Ausbildung in einem im Elsass ansässigen Unternehmen:

Die Region beteiligt sich nicht an der Finanzierung des deutschen Ausbildungszentrums oder der Auszahlung von Beihilfen an den Lehrling. In Anwendung der gemeinrechtlichen Bestimmungen entrichtet sie hingegen die Beihilfen an das Unternehmen, auf die es in Einklang mit den geltenden Modalitäten Anspruch haben kann: Beihilfe für die begleitende Unterstützung eines Lehrlings.

- die Auszahlung der regionalen Beteiligung an das CFA auf dessen Antrag in Einklang mit den nachstehenden Modalitäten sowie in Abweichung von Artikel 20 der Finanzordnung **zu genehmigen:**

- ein Vorschuss in Höhe von 50 % der erforderlichen Ergänzungsfinanzierung in Anbetracht einer voraussichtlichen Aufstellung, in deren Rahmen die Restkosten der Ausbildung und gegebenenfalls die Beteiligung des deutschen Unternehmens pro Lehrling aufgeschlüsselt werden, und zwar zusammen mit dem betreffenden Lehrvertrag;
- den Restbetrag in Anbetracht der endgültigen Bilanz der erforderlichen Ergänzungsfinanzierung nach Abschluss des Ausbildungsjahres, gegebenenfalls zusammen mit dem Beleg der Beteiligung des deutschen Unternehmens;

Bei einer vorzeitigen Kündigung des Vertrags wird die Beteiligung der Region anteilmäßig zur Anwesenheitszeit des Lehrlings im CFA berechnet;

den Präsidenten des Regionalrats zum Abschluss des im Anhang angeführten Partnerschaftsvertrags im Hinblick auf den Ausbau der grenzüberschreitenden Berufsausbildung mit Deutschland **zu ermächtigen.**

Kredite

Die für diese Maßnahme erforderlichen Ausgabenberechtigungen wurden anlässlich des ursprünglichen Verwendungsbeschlusses des SA 2013 (Nr. 25-12) und des Beschlusses Nr. 1193-10 erteilt.

| | |
|---------------|---|
| Politik | Erziehung Ausbildung |
| Bereich | Lehre |
| Maßnahme | Lehrlingsausbildungszentren |
| Programm | Betrieb der CFA |
| Funktion | 931 – Berufsausbildung und Lehre |
| Unterfunktion | 12 - Lehre |
| Buchungsarten | 6574 Zuschüsse an privatrechtliche Personen 65735 Zuschüsse an sonstige Körperschaftsverbände und kommunale Unternehmen 65738 Betriebszuschüsse an sonstige öffentliche Einrichtungen |

Strasbourg, den 12. Juli 2013

Der Präsident des Conseil Régional d'Alsace

Philippe RICHERT